

Président de la République du Cameroun

S.E. M. Paul BIYA DISCOURS, DECLARATIONS ET INTERVIEWS

Volume 5

Année: 2015

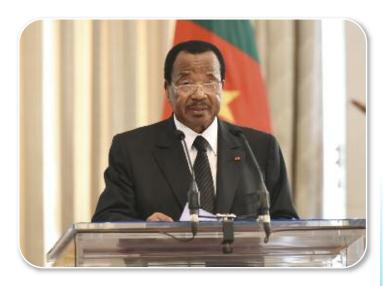
Sommaire

		Pages
1	Réponse aux Vœux du Corps Diplomatique Yaoundé, le 08 Janvier 2015	7
2	Message à la Jeunesse Yaoundé, <i>10 Février 2015</i>	21
3	Session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de Paix et de Sécurité (COPAX) consacrée à la lutte contre la secte BOKO HARAM Yaoundé, 16 Février 2015	31
4	Toast prononcé lors du déjeuner d'Etat offert en l'hon- neur de Madame Michaëlle Jean Yaoundé, 14 Avril 2015	37
5	Discours à la cérémonie solennelle de Triomphe des 33 ^{ème} et 34 ^{ème} promotions de l'Ecole Militaire Interarmées (EMIA) <i>Yaoundé, 24 Avril 2015</i>	45
6	Visite d'Etat du Président François Hollande au Cameroun Yaoundé, 03 Juillet 2015	
	• Déclaration liminaire à l'arrivée du Président François HOLLANDE	55
	• Toast lors du dîner d'Etat offert en l'honneur du Président François HOLLANDE	63
7	Toast lors du dîner d'Etat en l'honneur de S.E. Muhammadu BUHARI Yaoundé, 29 Juillet 2015	73
8	Conseil des Ministres du 15 Octobre 2015	
	• Propos liminaire du Chef de l'Etat suite à la bousculade meurtrière de Mina en Arabie Saoudite	81
	Communication spéciale	85

9	Discours au Forum des dirigeants lors de la 38 ^{eme} Conférence Générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) <i>Paris, 16 Novembre 2015</i>	93
10	COP21: Le temps d'agir, Tribune dans le journal le Monde du <i>30 Novembre 2015</i>	103
	• Discours à la 21 ^{ème} Session de la Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques Paris, le 30 Novembre 2015	109
	• Intervention au mini-Sommet consacré à l'Afrique sous le thème « Défi climatique et solutions africaines » Paris-Le Bourget, le 1er Décembre 2015	115
11	Message de fin d'année 2015 à la nation	121
12	Biographie du Président de la République	137







Réponse aux Vœux du Corps Diplomatique

Yaoundé, le 08 Janvier 2015



Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et Hauts Commissaires, Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations internationales,

Si l'on s'en tient uniquement à la multiplication des foyers de tension ou des conflits armés, on serait tenté de dire que 2014 n'a pas été une bonne année. En revanche, on ne peut pas ne pas reconnaître que l'économie mondiale a manifesté des signes de reprise dans certaines régions de la planète, sans que l'on puisse affirmer pour autant que la crise est derrière nous. En effet, assez nombreux sont les pays qui connaissent un ralentissement, voire une stagnation de leur activité économique.

Essayons de voir les choses de plus près.

Incontestablement, la situation s'est aggravée au Moyen-Orient. L'emprise de l'Etat Islamique sur le nord de la Syrie et de l'Irak et ses offensives contre les régimes de Damas et de Bagdad ont plongé la zone dans une grande confusion. A la lutte pour le pouvoir se sont ajoutés des affrontements de nature religieuse ou ethnique, Sunnites contre Chiites, Musulmans contre Chrétiens, Arabes contre Kurdes, etc. Le bilan est effrayant : destructions, massacres d'innocents,

déplacements et exodes de populations, fragilisation des Etats voisins, etc.

Les frappes aériennes effectuées par la « coalition» semblent avoir freiné la progression des troupes de l'Etat Islamique. Mais, l'envoi de personnels de la coalition sur le terrain étant exclu et les Nations Unies n'étant pas pour le moment directement impliquées, aucune perspective de règlement n'est en vue. L'impression prévaut d'un épouvantable gâchis.

L'évolution du différend Israélo-Palestinien n'est guère plus encourageante. La négociation engagée s'enlise. Alors que l'Autorité Palestinienne semble avoir renoncé à se rapprocher du Hamas et que sa reconnaissance en tant qu'Etat paraît gagner du terrain, les incidents se multiplient entre Israéliens et Palestiniens, faisant craindre le déclenchement d'une nouvelle « Intifada ». Plus le temps passe et plus la possibilité d'une reconnaissance mutuelle du droit à l'existence des deux Etats paraît s'éloigner. Combien de drames faudra-t-il encore pour que la raison finisse par l'emporter ?

Au Nord de notre continent, les « Printemps Arabes» connaissent des destinées variées. En Tunisie, l'on doit se réjouir que la transition démocratique ait pu déboucher sur une situation apaisée conforme à une volonté populaire librement exprimée.

Par ailleurs, on ne peut que souhaiter qu'un grand pays comme l'Egypte retrouve la voie de la concorde nationale qui lui permettra d'assurer le rôle qui doit être le sien sur la scène internationale. Quant à la Libye, actuellement déchirée entre de multiples factions, elle ne pourra reconquérir la place qui lui revient que si elle parvient à surmonter ses divisions et à reconstituer les bases de son unité nationale.

Même le « vieux continent » n'a pas su préserver une paix chèrement acquise, après deux guerres mondiales qui l'ont ravagé. En disant cela, je pense évidemment à l'Ukraine, théâtre d'une guerre fratricide dont les répercussions internationales font craindre un retour à la guerre froide. Cette perspective ne serait de l'intérêt de personne. Les grandes puissances ont le devoir d'exercer leur influence pour faire retomber les tensions entre les antagonistes et les convaincre de reprendre le dialogue.

Mais, permettez-moi de revenir à un problème qui nous touche de plus près. Dans mon dernier message à la Nation, il y a quelques jours, j'ai eu l'occasion de parler de l'intensification des attaques de Boko Haram contre le Nord de mon pays et de la façon dont nous avons réagi.

Nous avons, comme vous le savez, renforcé nos forces de défense, dans la région concernée, par des mesures pour protéger notre population contre les attaques récurrentes des terroristes et préserver notre intégrité territoriale. Comme beaucoup d'autres pays, confrontés de par le monde à cette menace, nous avons pris des dispositions d'ordre législatif et réglementaire pour prévenir et éradiquer le terrorisme. C'est le sens de la loi que vient d'adopter le Parlement. Cette loi a été saluée par l'immense majorité du peuple camerounais qui en comprend le bien - fondé.

Je voudrais aujourd'hui insister sur le caractère global de la menace dont nous sommes l'objet.

Ceux qui ont tenté d'asservir le Mali, ceux qui s'en prennent périodiquement à notre territoire national, ceux qui probablement ont influencé certaines factions en Centrafrique et ceux qui ont créé le chaos en Somalie poursuivent les mêmes objectifs : établir leur pouvoir sur la bande sahélienne de l'Atlantique à l'Océan Indien et y installer leur régime obscurantiste impitoyable.

A menace globale, riposte globale. Telle devrait être la réponse de la communauté internationale et notamment de l'Union Africaine et de nos organisations régionales. Nous ne devons pas nous bercer d'illusions.

Bien qu'affaibli par les pertes qui lui ont été infligées, notre adversaire n'en reste pas moins capable de revenir à la charge. Ses coups de main au Nord du Mali et ses attaques répétées contre notre territoire sont là pour nous en convaincre. Il faut que l'on sache que la distance qui peut séparer un pays des zones de combat n'est pas une assurance tous risques.

Pour ma part, je persiste à croire que la menace que représentent les djihadistes, Boko Haram et autres Shebabs, ne pourra être levée que par une mobilisation au niveau international. Beaucoup l'ont compris. Il reste à en tirer les conséquences. C'est le lieu pour moi de me féliciter du soutien multiforme que nous apportent non seulement l'Organisation des Nations Unies, mais aussi certaines grandes puissances, notamment les Etats-Unis, la France, le Royaume Uni, la Chine, la Russie et l'Allemagne. Nous les remercions de leur engagement déterminé à nos côtés dans cette lutte.

Je voudrais maintenant dire quelques mots des perspectives de l'économie de mon pays dans un contexte international très contrasté. A l'issue d'une récente mission, le FMI a salué nos efforts, tout en nous encourageant à poursuivre nos réformes structurelles et à maintenir notre discipline budgétaire. Mais, nous devons également tenir compte d'un environnement international assez instable. Dans les documents élaborés à l'occasion de sa dernière Assemblée Générale, l'Organisation financière internationale prévoit une reprise, « faible » et « inégale », en particulier en Europe qui est l'un de nos principaux partenaires. Le FMI s'inquiète du niveau « historiquement haut » de la dette publique des pays riches et n'exclut pas le risque d'une troisième récession.

Dans les pays où la croissance s'était maintenue à un niveau moyen, les perspectives sont incertaines. D'autre part, on peut noter dans les pays émergents un net ralentissement de l'activité économique. De leur côté, les marchés manifestent périodiquement une certaine nervosité.

Dans un tel contexte, nous n'avons d'autre choix que de poursuivre notre politique axée sur les progrès de la croissance. Comme vous le savez, elle repose sur trois principaux piliers :

- la construction d'infrastructures, notamment de transport et d'énergie,
 - la modernisation de notre agriculture,
- et le développement d'industries de transformation de nos matières premières.

De la sorte, nous pouvons espérer faire reculer la pauvreté en créant des emplois et en améliorant les conditions de vie de nos populations. Par là-même, nous serons mieux armés pour résister à un éventuel fléchissement de la croissance économique mondiale.

Heureusement, tout n'est pas sombre dans le tableau que je brosse devant vous. Certaines régions du monde résistent mieux que d'autres au ralentissement de l'activité économique. C'est le cas des Etats-Unis d'Amérique qui bénéficient d'un retour appréciable de la croissance dont les effets ont été positifs pour l'emploi. Mais c'est également vrai pour l'Afrique et il faut évidemment s'en féliciter.

D'autre part, la communauté internationale se préoccupe activement du programme de développement post 2015 qui devrait succéder aux Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ceuxci, on le sait, sont loin d'avoir été tous atteints. La dernière session de l'Assemblée Générale des Nations Unies s'est penchée sur ce problème. On peut raisonnablement espérer que le nouveau système qui prendra la suite des OMD saura mieux tenir compte des souhaits et des besoins des populations concernées et sera donc plus performant.

Autre question capitale pour la planète, le

réchauffement climatique qui était le thème d'un Sommet organisé à New-York en marge de la récente Assemblée Générale des Nations Unies. Les experts considéraient qu'il y avait urgence. Les trois dernières décennies ont été plus chaudes que toutes les précédentes depuis 1850.

Divers dérèglements du climat, y compris au Cameroun, le montrent clairement. Nous avons dû nous-mêmes prendre des dispositions pour participer à l'effort international en vue de la réduction des gaz à effet de serre.

J'observe que le dernier G20 s'est aussi intéressé au problème et que, peu de temps auparavant, la Chine et les Etats-Unis avaient adopté, sur le sujet, des positions plus ouvertes que par le passé. Dans ces conditions, la Conférence qui doit se tenir à Paris, en 2015 sur le climat, paraît se présenter sous les meilleurs auspices. Elle se propose d'aboutir à un Accord global, contraignant et équitable.

Par équitable, je veux croire que cela signifie qu'un tel Accord devrait tenir compte du niveau de développement de chaque pays et des efforts faits par certains Etats pour préserver leurs forêts. C'est évidemment le cas des pays du Bassin du Congo qui entretiennent la deuxième réserve forestière mondiale après l'Amazonie, soit l'un des poumons de la planète.

L'assèchement du Lac Tchad devrait également retenir l'attention du Sommet de Paris. Comme je l'avais suggéré récemment à Dakar, nous pensons que ce Sommet pourrait œuvrer à la mise en place d'un plan de sauvetage du Lac Tchad.

Si je devais résumer ma pensée, je dirais que l'année qui vient de s'écouler nous a légué son lot de menaces, mais aussi de raisons d'espérer. Pour faire face à la situation, la communauté internationale ne pourra, me semble-t-il, que faire appel aux valeurs qui caractérisent la société moderne, à savoir la solidarité et la croyance au progrès.

La solidarité, c'est ce qui oblige, dans le sens moral du terme, les pays riches à aider les pays pauvres et à établir avec eux des relations équitables. C'est également ce qui détermine les puissances et les Organisations internationales à intervenir dans les zones de conflit, pour mettre fin aux agressions, ou secourir les populations.

La croyance au progrès, c'est la volonté des Peuples d'instaurer la démocratie, de garantir les Droits de l'Homme, de faire reculer la pauvreté et de rendre accessibles à tous l'éducation et les soins de santé.

C'est pourquoi, même s'il existe encore dans le monde des endroits où perdure l'oppression, où subsiste la misère et où l'obscurantisme se maintient, j'ai la conviction que la société humaine finira par l'emporter sur la tyrannie et l'intolérance.

L'attentat ignoble du 07 Janvier 2015 à Paris, contre un organe de presse, montre bien jusqu'où peut aller le fanatisme. Je condamne avec force cet acte odieux des adeptes de la violence et de la terreur. Il est clair que dans de telles circonstances, la seule réponse ne peut être que la mobilisation concrète et la détermination de tous contre la barbarie.

Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique,

Le moment est maintenant venu pour moi de vous remercier pour vos paroles aimables au nom des membres du Corps Diplomatique. Vous allez nous quitter. Je saisis cette occasion pour saluer votre action comme Ambassadeur de votre pays et comme Doyen. Nos souhaits de succès dans vos nouvelles fonctions vous accompagnent.

Mesdames, Messieurs les membres du Corps Diplomatique,

Je vous prie de transmettre aux hautes autorités que vous représentez si dignement ici nos vœux les meilleurs pour l'année nouvelle.

A vous-mêmes, à vos familles et à vos proches, j'adresse mes souhaits les plus sincères de bonheur, de santé et de succès.

Je vous remercie de votre aimable attention.



Message à la Jeunesse

Yaoundé, le 10 Février 2015



Chers jeunes compatriotes,

M'adressant à vous à la même période, l'an dernier, je vous avais laissé entrevoir une relance de la croissance de notre économie. Et cela naturellement avec de belles perspectives de création d'emplois. Eh bien ! cette relance s'est confirmée au cours de l'année passée. Les statistiques sont là pour le prouver.

Comme je l'ai souligné dans mon message à la Nation, en Décembre 2014, 283.443 emplois ont été créés par les administrations et les entreprises. Pour l'année 2015, nous prévoyons la création de 350.000 emplois nouveaux. A pareil moment, l'année prochaine, nous aurons l'occasion de faire le point sur tous les emplois créés depuis 2011.

Il convient évidemment de se féliciter de cette évolution. Mais nous devons également le reconnaître : nous sommes loin de cette glorieuse reprise sur une longue période, seule capable de transformer notre pays en eldorado.

L'embellie de notre économie doit durer et se consolider pour conduire à l'émergence. En tout état de cause, notre jeunesse continuera à y trouver son compte.

Je sais bien que beaucoup parmi vous, qu'ils aient

fait ou non des études, se retrouvent sans emploi. Je sais bien que beaucoup parmi vous, pour survivre, se rabattent sur des options précaires, sans lien avec leur formation ou leur diplôme. Il y a à cela plusieurs raisons qui tiennent au contexte international et à notre système d'enseignement.

Pendant près de 20 ans, l'inéquité des termes de l'échange et les différentes crises économiques et financières successives ont ralenti notre processus de développement et tari de ce fait l'offre d'emplois.

Est aussi probablement en cause, l'orientation tardive de notre système éducatif vers la professionnalisation.

Nous avons longtemps cru qu'il suffisait de rendre l'enseignement accessible au plus grand nombre, et d'en relever sans cesse le niveau, pour régler mécaniquement le problème du chômage.

Nos écoles, nos collèges et nos lycées, nos universités et grandes écoles, doivent sans cesse s'adapter à l'évolution du monde. Dans notre quête de développement, laissons-nous guider par l'impératif de former des jeunes aptes à construire notre pays.

L'évolution technologique a changé le cours des choses. La nouvelle économie est dominée par

l'informatique. Il nous faut accentuer la formation des techniciens et des ingénieurs. La professionnalisation engagée dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur vise à répondre à cette demande. Sans doute faudra-t-il aussi, dans cette optique, redonner au travail manuel, qui fait figure de parent pauvre, la place qu'il mérite.

Notre pays ne cache pas ses ambitions dans les domaines agricole, minier, touristique, artistique, sportif et environnemental. L'artisanat et les petites entreprises occupent encore chez nous une grande place. Il est indispensable, dans ces conditions, d'avoir de meilleures structures de formation dans les filières qui préparent nos jeunes à ces métiers.

Ces secteurs sont de vraies niches de croissance et d'emplois qualifiés, tels que plombier, électricien, mécanicien auto et industriel, etc.

Avec l'industrialisation, notamment les grands projets structurants et notre révolution agricole, nos besoins dans ces spécialités ne feront qu'augmenter. Faudrait-il rappeler que dans certains pays plus avancés, ces métiers sont parfois mieux rémunérés que ceux du commerce et des services ?

Sous cet angle, la professionnalisation de l'école étant d'adoption relativement récente au Cameroun, il est clair qu'elle n'aura pas d'effet immédiat sur l'emploi.

Comment faire, me demanderiez-vous, quand il y a urgence, et que par nature, la jeunesse est impatiente ?

J'invite le Gouvernement, à travers les structures mises en place, à poursuivre la formation professionnelle, la promotion de l'auto-emploi et le financement des microprojets. Je demande également aux Chambres Consulaires, aux organisations patronales, bref au secteur privé, de prendre leur part de responsabilité.

Chers jeunes compatriotes,

La mutation dans laquelle notre pays est irréversiblement engagé, ne peut se faire qu'avec vous, et pour vous.

Comment pourrait-il en être autrement alors que les jeunes représentent la moitié de notre population ?

La jeunesse est également réputée ardente. Je le comprends. Mais elle doit faire preuve de modération dans son élan, et prendre la mesure des réalités.

Vous devez surtout vous défier des chants trompeurs des oiseaux de mauvais augure, ces marchands d'illusion qui n'ont pour projet que la déstabilisation via les réseaux sociaux. Ces prophètes irresponsables cherchent de façon évidente à vous instrumentaliser.

Dans la période délicate que traverse notre pays,

menacé par un ennemi impitoyable, jamais notre cohésion nationale n'a été aussi indispensable.

Ce n'est pas au moment où notre avenir national s'ouvre sur des perspectives favorables que nous devons prêter l'oreille aux sirènes de la désunion et de la déstabilisation.

Chers jeunes compatriotes,

Je vous ai toujours fait confiance. Je vous sais jaloux de notre Unité. Je vous sais épris de paix, de progrès et de justice. Je connais aussi votre bon sens et votre pragmatisme.

Le douloureux spectacle qu'offrent aujourd'hui certains pays déchirés par la guerre civile, les antagonismes religieux, les déplacements de population et l'anarchie, ne peut que vous dissuader, j'en suis sûr, de vous laisser entraîner dans pareilles aventures.

Je vous donne en exemple nos jeunes soldats qui veillent à notre sécurité le long de nos frontières. Leur vaillance, leur sens du devoir et du sacrifice, nous montrent ce que peut être, porté au plus haut degré, l'amour de la Patrie.

Ce combat qu'ils mènent en notre nom, au péril de leur vie, est celui de toute la Nation. Avec le soutien de chacun d'entre nous, il ne fait aucun doute que nous en sortirons vainqueurs. Les pays amis, les pays épris de paix et de liberté, la communauté internationale, l'opinion mondiale, sont avec nous.

Bonne Fête de la Jeunesse à toutes et à tous!

Vive la jeunesse camerounaise!

Vive le Cameroun!











Session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de Paix et de Sécurité (COPAX) consacrée à la lutte contre la secte BOKO HARAM



Madame, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement. Messieurs les Chefs de délégations, Monsieur le Représentant du Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur le Représentant de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Monsieur le Secrétaire Général de la CEEAC. Monsieur le Président du Sénat, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Monsieur le Premier Ministre Monsieur le Premier Président de la Cour Suprême, Monsieur le Procureur Général près la Cour Suprême Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement Mesdames, Messieurs les Membres du Corps Diplomatique, Mesdames, Messieurs les Membres du Parlement, Excellences, Mesdames, Messieurs,

Au nom du peuple camerounais, je vous souhaite une chaleureuse bienvenue et un agréable séjour à Yaoundé. Je voudrais très sincèrement vous remercier de votre présence à ce Sommet.

Comme vous l'avez voulu, il est consacré à l'agression dont certains de nos pays sont l'objet de la part de la secte terroriste Boko Haram. Votre présence est le témoignage de la solidarité collective de notre Organisation. Elle traduit aussi et surtout notre volonté de concrétiser les différentes décisions que nous avons

déjà prises contre Boko Haram. Ce mouvement, vous le savez, rejette les valeurs de la vie humaine. Il emploie les méthodes d'un terrorisme aveugle et impitoyable.

Ses exactions ont déjà fait des milliers de victimes et causé des destructions et des pertes en vies humaines considérables au Nigéria et dans les pays voisins.

Actuellement, le Tchad, le Niger et le Cameroun, et bien entendu le Nigéria, sont, si je puis dire, en première ligne. Leurs forces armées font vaillamment front... Ai-je besoin de le rappeler : leur combat est aussi celui de l'ensemble de notre Organisation.

C'est le lieu pour moi de rendre un hommage fraternel au Président Idriss DEBY. Avec l'appui du peuple frère tchadien, il a pris la décision courageuse, en signe de solidarité, de nous envoyer, en renfort, un important contingent de soldats tchadiens. Leur bravoure est bien connue, elle s'est illustrée au cours des derniers combats.

Le Cameroun se félicite par ailleurs de la décision prise fin Janvier 2015 par l'Union Africaine.

Comme vous le savez, son Conseil de Paix et de Sécurité, réuni au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement, a autorisé le déploiement d'une Force Multinationale Mixte de 7500 hommes. Il a également décidé de la convocation, à Yaoundé, d'une réunion d'experts pour en préciser le concept opérationnel. Celle-ci s'est tenue du 05 au 07 Février 2015. Elle a donné lieu à une analyse approfondie de la situation et à l'élaboration du mandat de la Force Multinationale Mixte.

La décision de l'Union Africaine ouvre également la voie à une saisine du Conseil de Sécurité en vue de l'adoption d'une Résolution.

Qu'il me soit permis de repréciser qu'il ne s'agit aucunément d'une « croisade » contre l'Islam ou d'un épisode d'une quelconque « guerre des civilisations ».

La réalité est simple. Il y a d'un côté, le nôtre, les tenants d'une société moderne et tolérante, garantissant l'exercice des Droits de l'Homme, dont ceux de religion, ainsi que la démocratie représentative. De l'autre côté, c'est-à-dire du côté de Boko Haram et des mouvements qui lui ressemblent, il y a les partisans d'une société obscurantiste et tyrannique, sans considération aucune de la dignité humaine.

Vous en conviendrez avec moi, il y a une totale incompatibilité entre ces deux modèles de société. Et partant une totale impossibilité de compromis.

Il nous faut donc mettre un terme aux actions et agissements des mouvements terroristes. Il nous faut éradiquer Boko Haram. De la sorte, nous pourrons

rassurer nos populations et mieux nous consacrer au seul combat qui vaille : la lutte contre la pauvreté et pour la dignité de l'homme africain.

Je vous remercie.



Toast prononcé lors du déjeuner d'Etat offert en l'honneur de Madame Michaëlle Jean, Secrétaire Générale de l'Organisation de la Francophonie.

Yaoundé, le 14 Avril 2015



Madame la Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie,

C'est un grand plaisir pour le peuple camerounais, mon épouse et moi-même, de vous accueillir dans notre pays. Soyez la bienvenue au Cameroun.

Avant de m'adresser à celle qui préside désormais aux destinées de l'OIF, c'est à la femme d'exception que je voudrais dire quelques mots.

Après une carrière universitaire distinguée, vous avez exercé une activité remarquée dans les medias de votre pays. Il n'est pas surprenant que ces diverses expériences vous aient qualifiée pour le poste prestigieux de Gouverneure Générale du Canada. Ceci vous plaçait ipso facto au rang de Chef d'Etat. A l'issue de votre mandat, vous avez accepté plusieurs missions humanitaires en Haïti dont vous êtes naturellement restée très proche. Ces missions, vous les avez accomplies avec un succès reconnu et loué de tous.

Femme d'action et de conviction, unanimement respectée, votre candidature au poste de Secrétaire Générale de l'OIF, présentée par votre Gouvernement, a été agréée par consensus en Novembre 2014 à Dakar. Cette décision, qui fait de vous la première

femme accédant à ces hautes fonctions, est un hommage à votre parcours personnel. Elle est aussi la reconnaissance du rôle éminent joué par le Canada au sein de l'ensemble francophone.

En tant qu'Africain, je ne peux que me réjouir de votre désignation. Vous connaissez bien notre continent où vous êtes venue à plusieurs reprises. Vous savez, comme moi, que la langue française que nous avons en partage, est l'une des cinq langues les plus parlées dans le monde et en Afrique en particulier. Si les projections des démographes se vérifient, en 2050, l'Afrique comptera environ un milliard sept cents millions d'habitants et la majorité sera francophone.

La plupart des pays membres de notre Organisation sont encore en développement. Certains, pour ne pas dire la majorité, font partie de la catégorie dite Pays les Moins Avancés. C'est pourquoi, j'ai plaidé à Dakar pour que la solidarité qui nous unit s'exerce de manière concrète, soutenue et durable dans le domaine du développement. C'est dans le même esprit qu'à Montreux, j'ai proposé la création d'un Fonds de Solidarité en faveur des pays victimes des catastrophes.

Volume 5 - 2015

Comme vous le savez, Madame la Secrétaire Générale, contrairement aux engagements que nous avons pris, les Objectifs du Millénaire pour le Développement n'ont pas été atteints. Le relais sera pris par l'Agenda post 2015. Il est impératif que les retards accumulés soient rattrapés. C'est ainsi que l'on pourra faire reculer la misère, creuset où se forgent l'extrémisme et la révolte.

Dans ce combat en faveur de la dignité de l'homme, l'OIF ne se présente pas les mains vides. Son nouveau cadre stratégique est à cet effet un atout précieux. En plaidant pour une solidarité plus agissante envers les PMA, notre Organisation contribuera à réduire les inégalités entre le Nord et le Sud.

Le français constitue le lien principal entre les membres de l'OIF. Notre Organisation ne doit pas être « un monde clos ». Comment pourrait-il en être autrement ? Plusieurs pays qui en font partie, le Canada et le Cameroun notamment, sont membres d'autres ensembles qui cultivent les mêmes valeurs. Dans ces conditions rien ne s'oppose, me semble-t-il, à ce que ces ensembles coopèrent, voire poursuivent des objectifs communs, tels que la paix, la démocratie et le progrès économique et social. Je voudrais saluer, à cet égard, l'ouverture de plus en plus marquée de

notre Organisation aux pays appartenant à d'autres aires linguistiques et culturelles. Je pense aux ensembles arabophone, anglophone et lusophone.

Nous nous félicitons de cette contribution de notre Organisation à l'avènement de la civilisation de demain, la civilisation de l'universel.

Madame la Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie,

Je voudrais en terminant vous remercier de votre visite qui intervient quelques mois après votre accession à la tête de notre Organisation. Sans doute constaterez-vous, lors de vos rencontres, que nous avons beaucoup de choses en commun.

J'ajouterai que votre tâche est immense. Votre parcours d'universitaire distinguée, votre passé de Femme d'Etat admirée, nous sont garants que vous mènerez à bien votre mission. Sachez que vous pourrez compter sur le soutien du Cameroun et le mien propre.

Mesdames, Messieurs,

C'est à ce succès et à l'honneur de Madame Michaëlle JEAN, Secrétaire Générale de l'Organisation

Internationale de la Francophonie, que mon épouse et moi-même vous invitons à présent, à lever vos verres.

Je vous remercie.





Discours à la cérémonie solennelle de Triomphe des 33^{ème} et 34^{ème} promotions de l'Ecole Militaire Interarmées (EMIA)

Yaoundé, le 24 Avril 2015



Mariniers, Sous-Officiers, et Soldats,

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président du Sénat,

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Monsieur le Président du Conseil Economique et Social, Monsieur le Premier Président de la Cour Suprême, et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Membres du Corps Diplomatique, Messieurs les Officiers Généraux, Mesdames et Messieurs les Officiers, Officiers,

La présente cérémonie se tient à un moment particulier de l'histoire du Cameroun. Notre pays se trouve engagé dans une guerre sans merci contre un ennemi qui menace à la fois notre intégrité territoriale, notre mode de vie et nos populations.

Avant de poursuivre mon propos, je vous prie de bien vouloir vous lever pour observer une minute de silence à la mémoire de nos vaillants soldats, morts pour la Patrie, à la mémoire de nos compatriotes, victimes des atrocités de la secte Boko Haram.

Je vous remercie.

Jeunes Officiers des promotions « Lieutenant YOUSSOUF MAHAMAT BAHAR » et « Cinquantième Anniversaire de la Réunification »,

Il m'est particulièrement agréable de présider aujourd'hui, comme le veut la tradition, la cérémonie de votre triomphe.

Vous avez choisi d'exercer un des plus beaux métiers, le métier des armes. Il vous donne la possibilité de servir la Patrie avec abnégation et sens du sacrifice.

Les noms de baptême que vous avez choisis, à l'issue de votre formation à l'Ecole Militaire Interarmées, sont particulièrement évocateurs.

Le Lieutenant YOUSSOUF MAHAMAT BAHAR laissera à la postérité le souvenir inoubliable d'un jeune officier qui, désigné pour conduire une opération périlleuse en mer contre un groupe de pirates, a perdu la vie après avoir fait neutraliser l'ensemble de la bande d'assaillants.

Le Cinquantième Anniversaire de la Réunification, célébré avec faste et solennité, le 20 Février 2014 à Buea, restera dans l'histoire, comme la commémoration de la volonté farouche du peuple camerounais de recouvrer son Unité.

Volume 5 - 2015

Dans votre carrière d'officier, vos deux noms de baptême devront être des références constantes dans l'accomplissement de votre mission. L'exemple du Lieutenant YOUSSOUF MAHAMAT BAHAR sera pour vous une interpellation, un appel permanent vers les cimes du patriotisme et de l'esprit de sacrifice. Tandis que le Cinquantième Anniversaire de la Réunification vous rappellera l'impératif catégorique de la défense de notre Unité Nationale et de notre intégrité territoriale.

Jeunes Officiers des promotions « Lieutenant YOUSSOUF MAHAMAT BAHAR » et « Cinquantième Anniversaire de la Réunification »,

Assurément, cette cérémonie de triomphe est un grand moment de votre vie. Elle consacre votre accession à la carrière militaire. Une carrière certes exigeante, mais qui n'en est pas moins exaltante.

Le triomphe récompense aussi, pour chacun et chacune d'entre vous, les efforts consentis pendant les trois années de votre scolarité à l'Ecole Militaire Interarmées.

Au nom de la Nation tout entière, je suis heureux de vous féliciter chaleureusement, en présence de toute la hiérarchie militaire et de vos familles respectives. Je salue également la réussite de vos camarades gabonais, centrafricains, maliens, nigériens, béninois et sénégalais. Leur présence parmi vous est la preuve de la confiance de leurs pays en la qualité du label de votre Ecole. Elle témoigne aussi évidemment de l'excellence des relations qui nous lient.

J'exprime également ma haute appréciation au Commandement de votre Ecole ainsi qu'à tous vos encadreurs civils et militaires, qui vous ont accompagnés avec compétence et dévouement.

Je salue enfin, avec émotion, la mémoire de l'un de vos camarades, le Lieutenant DONKENG Joseph Kévin. Aux côtés d'autres soldats, il a trouvé la mort au cours d'une attaque perpétrée par le groupe terroriste Boko Haram, le 25 Juillet 2014 à Bargaram, dans la région de l'Extrême-Nord.

Jeunes Officiers des promotions « Lieutenant YOUSSOUF MAHAMAT BAHAR » et « Cinquantième Anniversaire de la Réunification »,

Je vous l'ai dit, cette cérémonie se tient dans des circonstances particulières. Elle est habituellement l'occasion pour les nouveaux promus, leur famille et leurs proches, d'exprimer une joie et une fierté légitimes. Cette année, s'y mêlera naturellement un sentiment de gravité à la pensée de ceux tombés au champ d'honneur ou blessés dans les combats.

Ne l'oublions pas un seul instant, c'est une véritable guerre à laquelle participent nos valeureux soldats. Une guerre qui nous a été imposée par un adversaire implacable qui défie les lois de l'humanité.

Nous devions donc nous défendre contre des agressions de nature diverse. C'est là, la première mission de nos forces armées : défendre la Nation. Il faut le souligner, nos soldats ont fait mieux que se défendre et nous défendre.

Ils ont infligé à l'ennemi des pertes considérables et l'ont obligé d'évacuer notre territoire. C'est le moment pour moi de leur rendre hommage pour leur courage et leur esprit de sacrifice. Ils ont notre estime, ils ont notre admiration.

Seule une armée « républicaine », dont l'action est adossée aux valeurs fondamentales librement choisies par le peuple, est capable de tels hauts faits. C'est le cas de nos forces de défense, issues de notre peuple et attachées, comme nous tous, à notre conception d'une société de liberté, de justice sociale et de tolérance.

Pour sa part, le peuple camerounais, dans sa grande sagesse, a bien perçu que c'est son existence même en tant que peuple qui était menacée. Et cela, il ne pouvait évidemment pas l'accepter.

Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, le peuple camerounais, s'est massivement mobilisé, et se mobilise encore, dans l'enthousiasme et la spontanéité, pour apporter, dans un bel élan de solidarité, une contribution généreuse à l'effort de guerre.

Je voudrais, ici et maintenant, lui rendre un vibrant hommage pour ce soutien total à nos forces de défense. En ma qualité de Chef d'Etat et Chef des Armées, je lui adresse mes félicitations pour cette impressionnante démonstration de patriotisme. Je l'encourage à persévérer dans cette voie royale.

Nous nous félicitons également de l'appui sans réserve reçu de la communauté internationale. Elle a compris que la dignité humaine est le véritable enjeu de nos combats. Elle a compris aussi qu'un seul Etat ne peut venir à bout des défis sécuritaires du monde d'aujourd'hui : terrorisme, piraterie maritime, prolifération des armes, trafic de drogue. Ces menaces ignorent les frontières étatiques.

Elles imposent à nos pays une réponse opérationnelle concertée dans le cadre d'une coalition sous-régionale, régionale, voire internationale.

C'est le lieu pour moi de relever et saluer la décision historique de mon frère et ami Son Excellence Idriss DEBY ITNO, Président de la République du Tchad. Il a, comme vous le savez, engagé un important contingent militaire tchadien pour lutter contre Boko Haram, aux côtés du Cameroun. Nous ne l'oublierons pas.

En terminant, je vous demande une nouvelle fois d'avoir une pensée émue pour nos soldats tombés au champ d'honneur et pour leurs familles. La Nation leur sera éternellement reconnaissante.

Jeunes Officiers des promotions « Lieutenant YOUSSOUF MAHAMAT BAHAR » et « Cinquantième Anniversaire de la Réunification »,

Votre mission est parfaitement claire.

Vous l'accomplirez, j'en suis sûr, avec toute la force de votre engagement patriotique, avec Honneur et Fidélité.

Vous pouvez compter sur ma constante sollicitude et le soutien total du peuple camerounais.

Vive les Forces de Défense Camerounaises!

Et vive le Cameroun!







Visite d'Etat du Président François Hollande au Cameroun Déclaration liminaire à l'arrivée du Président François HOLLANDE

Yaoundé, le 03 Juillet 2015



Volume 5 - 2015

Mesdames et Messieurs les journalistes,

J'aimerais d'abord vous souhaiter la bienvenue. Le peuple camerounais et moi-même, sommes particulièrement heureux d'accueillir le Président de la République Française, M. François Hollande.

Nous souhaitons placer cette visite sous le signe de l'amitié. La présence parmi nous ce jour du Président François Hollande en visite d'Etat en porte largement témoignage. Il est donc normal que nous ayons eu des échanges empreints de cordialité et une convergence de vues sur les questions que nous avons abordées.

Mesdames et Messieurs,

La lutte contre Boko Haram a figuré en bonne place dans nos entretiens. Les récents attentats meurtriers qui ont frappé le Nigéria et le Tchad s'inscrivent dans la longue liste des atrocités de ce groupe terroriste. Celuici n'a cessé ces derniers mois de semer la mort et la destruction au Nigéria, au Niger, au Tchad et au Cameroun. La nécessité d'une conjonction des efforts des pays concernés et de la communauté internationale pour mettre un terme à cette folie meurtrière n'a jamais été aussi forte. Face aux attaques de cette secte barbare, le Cameroun n'a pas fléchi.

Je salue ici la bravoure et le dévouement de nos soldats qui ont infligé à l'ennemi de sérieux revers et ont su préserver l'intégrité de notre territoire. Je rends hommage à nos populations qui ont fait montre d'un engagement, d'une cohésion et d'une solidarité admirables. Je tiens à dire ici que nous ne ménagerons aucun effort pour protéger notre territoire et nos populations et empêcher ces forces obscurantistes d'entraver notre marche vers le progrès.

J'ai exprimé au Président Hollande toute notre gratitude pour l'appui que nous a apporté et continue à nous apporter la France dans cette lutte. J'en profite pour remercier bien sincèrement les autres pays et Organisations Internationales qui nous apportent également leur soutien. Cet appui nous est d'autant plus précieux que nous avons à faire face dans le contexte de cette crise à des défis multiples. Sécuritaire d'abord, et aussi économique et humanitaire.

Au plan régional, j'ai réitéré au Président Hollande l'appréciation du Cameroun pour les interventions salutaires de la France au Mali et en République Centrafricaine. Elles ont permis d'enrayer la dégradation de la situation sécuritaire et de favoriser les conditions d'une reprise du dialogue entre les belligérants.

Nous avons par ailleurs évoqué évidemment la situation politique au Cameroun. J'ai eu à cet égard l'occasion d'entretenir le Président Hollande sur les progrès enregistrés dans le processus de consolidation de notre démocratie, notamment la poursuite de la mise en place des institutions prévues par la Constitution, l'organisation régulière des élections, la promotion des Droits de l'Homme et des libertés, etc.

Je lui ai également fait part de notre détermination à poursuivre nos efforts dans les domaines de la gouvernance, la lutte contre les atteintes à la fortune publique, la réduction des lenteurs dans l'administration de la justice, l'amélioration du climat des affaires. Nous avons réaffirmé notre attachement mutuel à la liberté d'expression. Ce qui est palpable au Cameroun avec le foisonnement et la pugnacité des publications. Des efforts vont cependant être faits, y compris par les journalistes eux-mêmes pour en limiter les dérives.

Volume 5 - 2015

Au plan économique, le Cameroun poursuit ses efforts de développement avec l'objectif affirmé de devenir un pays émergent. Je me suis félicité du soutien dont nous bénéficions de la France à cet égard. Les succès enregistrés dans la mise en œuvre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) et la présence de nombreuses entreprises françaises au Cameroun témoignent à suffisance du dynamisme, de la solidarité et de la solidité de notre partenariat.

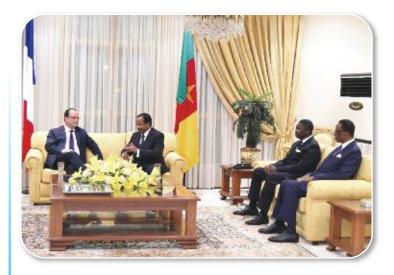
Le Président Hollande et moi avons évoqué la question des migrations et des drames humains qui les accompagnent ces derniers temps. Il s'agit d'un problème complexe et les réponses à y apporter ne sont pas toujours simples. La communauté internationale doit certainement continuer à explorer les voies et moyens d'offrir plus de perspectives aux migrants ou à ceux qui aspirent à le devenir.

La prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques que la France s'apprête à abriter a également été évoquée. Je me suis félicité du leadership du Président Hollande sur ces questions essentielles. Le Cameroun entend prendre sa part dans ce combat pour la préservation de notre planète.

olume 5 - 2015

Voilà, Mesdames et Messieurs les journalistes, quelques-unes des conclusions que je tire de nos échanges ce soir. Il va sans dire que je suis à votre disposition pour répondre à d'éventuelles questions.







Toast lors du dîner d'Etat offert en l'honneur du Président François HOLLANDE

Yaoundé, le 03 Juillet 2015





Monsieur le Président de la République Française,

Mon épouse et moi-même sommes heureux de vous souhaiter la bienvenue au Cameroun, plus particulièrement dans cet édifice qui symbolise l'unité de notre pays et de notre peuple.

Je vous accueille avec grand plaisir, au nom de cette relation gravée dans le temps, et cette amitié solide et vraie, qui unissent la France et le Cameroun, le Peuple de France et le Peuple du Cameroun.

Votre visite honore particulièrement le Peuple Camerounais. Elle témoigne de la longue et solide amitié que nos deux pays entretiennent.

Monsieur le Président,

L'histoire et mon expérience des rapports entre les hommes et les Etats m'ont enseigné qu'entre les amis, ce qui compte le plus, ce n'est pas le temps qu'on passe ensemble.

Ce qui compte le plus, c'est, je le pense profondément, le respect qu'on se porte mutuellement, la qualité, la profondeur, la sincérité et la richesse des liens.

La relation Cameroun-France est une relation particulière, et même singulière dont les racines plongent dans le temps. Qu'on s'en souvienne, la France était là avant l'Indépendance du Cameroun. C'est du Cameroun, premier territoire à rallier la France libre, que partirent les troupes françaises d'Afrique-Equatoriale pour la reconquête et la libération de la France. Dans ce combat, les camerounais ont versé leur sang.

Après le Protectorat Allemand, la France a exercé, comme la Grande Bretagne, d'abord un Mandat, puis une tutelle sur le Cameroun, pupille de la Société Des Nations et des Nations Unies. La France a donc vécu nos aspirations à la souveraineté.

Témoin privilégié de notre quête de liberté, elle connaît l'histoire de la conquête de notre indépendance. Elle connaît le prix fort que les Camerounais ont payé. Ce n'est pas à la France, qui chemine avec nous depuis notre Indépendance, qu'on apprendra pourquoi l'Unité Nationale est si chère aux Camerounais.

Sur sa diversité géographique, ethnique et culturelle le Cameroun a construit son unité. C'est cette diversité là qui fait la richesse et la personnalité, si plurielle, de mon pays. C'est aussi cette diversité qui fait la fierté, si caractéristique, de mes concitoyens.

Monsieur le Président,

Avec l'aide appréciable des pays amis dont la France, nous avons posé les fondations d'un Cameroun libre, démocratique et prospère.

La France nous accompagne dans la construction d'un Etat moderne. Il est donc tout à fait normal de compter sur notre allié de toujours, aussi bien dans notre marche vers l'émergence, que dans notre croisade contre la corruption, le terrorisme et l'insécurité.

Monsieur le Président,

Comment ne pas évoquer les progrès significatifs que nous avons accomplis dans la promotion de la démocratie, de l'Etat de droit, de la liberté d'expression, de la protection des Droits de l'Homme. Nous avons également procédé à la mise en place progressive d'institutions crédibles. Mais comme en toute chose, cet apprentissage qui a duré des siècles dans les vieilles démocraties, ne se fait pas sans anicroche.

Ce qui est incontestable, c'est la culture démocratique qui s'enracine profondément au Cameroun. Même si nous restons prudents, afin d'éviter d'exposer trop souvent le revers, et pas assez la médaille elle-même.

L'actualité montre bien que nos relations sont empreintes de franchise, de pragmatisme et de réalisme. Qui pourrait se risquer à affirmer que pour autant elles ne sont pas au beau fixe ?

Pour ma part, je saisis cette occasion pour me féliciter de l'excellente coopération que nous entretenons et de la profonde amitié entre nos peuples.

Cette amitié nous est précieuse, au moment où notre planète fait face au terrorisme, au péril migratoire, à la violence, au réchauffement climatique, et, il faut l'avouer, à une crise économique qui perdure.

L'aspiration des hommes à plus de liberté et à la jouissance des innovations est légitime. Elle se solde malheureusement trop souvent par de tragiques désillusions. L'action solidaire des Etats apparaît dès lors comme la planche de salut. A condition, cette fois, de replacer la dignité humaine au centre de tout. Il s'agit là d'un impératif moral catégorique, l'homme ne devant jamais cesser d'être la mesure de toute chose.

Tels sont l'avis et la vision du Cameroun.

Monsieur le Président.

A la fin du siècle dernier, mon pays a subi, de plein fouet, les effets d'une grave crise économique. La sortie de crise, disons-le, ne fut pas facile. Nous portons d'ailleurs encore les stigmates de l'ajustement structurel et, d'une certaine manière, le fardeau de la dette accumulée. L'aide de nos amis et des partenaires multilatéraux est venue féconder nos efforts et alléger nos sacrifices.

Face à la nouvelle donne, le Cameroun a tenu à consolider ses traditionnelles relations avec ses partenaires d'antan. Nous avons, dans le même temps, résolument amorcé une diversification de nos partenariats, l'environnement mondial étant désormais plus ouvert à la concurrence.

Monsieur le Président,

Dans le domaine de la sécurité, l'action de la France reste et demeure primordiale et prépondérante en particulier au sein du Conseil de Sécurité. Votre engagement pour la préservation de la paix et la résolution des crises et conflits, notamment en Afrique, est demeuré constant. Au Mali, on doit beaucoup à la France l'espoir d'un retour à la normale. Plus près de nous, l'action de votre pays est une contribution fort appréciable et appréciée pour restaurer l'Etat en RCA, et éradiquer Boko Haram.

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, le Cameroun qui est en guerre contre la secte Boko Haram, subit également les nombreux contre coups de la crise centrafricaine. Les exactions commises entraînent sur le plan humanitaire des déplacements des populations, l'afflux des réfugiés. Plusieurs ressortissants français ont été pris en otage dans ce contexte. Heureusement, ils ont tous été libérés, grâce à l'action concertée et efficace de nos services. Personne n'a intérêt à ce que le chaos qui fait le lit de l'insécurité, du djihadisme et de toutes sortes d'extrémismes, s'installe au cœur de l'Afrique, continent d'opportunités.

Le moment me semble propice pour que la France continue d'user de toute son influence auprès des autres grandes puissances. Nous sommes d'avis que le Conseil de Sécurité doit s'engager résolument pour mettre un terme à cette tragédie.

Le Cameroun salue en vous, un Président fort de ses convictions et épris de justice. Sachez que nous sommes convaincus, comme vous, qu'il faudra en faire plus pour attaquer les différents maux à leur racine.

Il en est ainsi plus particulièrement de la misère et de la pauvreté, terreaux des flux migratoires incontrôlés et de tous les extrémismes. Je me réjouis de l'organisation au mois de Décembre prochain à Paris, du Sommet sur le réchauffement climatique dont nous subissons aussi les effets en Afrique.

Répondant à votre aimable invitation, Je me rendrai donc à Paris.

Monsieur le Président,

Avant de conclure, permettez-moi de saluer les membres de la délégation qui accompagne le Président HOLLANDE et leur souhaiter un bon séjour parmi nous. Ce sont des femmes et des hommes qui, je le sais, œuvrent avec abnégation pour le succès de la coopération entre nos deux pays.

A présent, mon épouse se joint à moi pour vous inviter à lever vos verres en l'honneur du Président de la République Française, Monsieur François HOLLANDE, et à l'amitié entre la France et le Cameroun.

Je vous remercie.



Visite d'amitié et de travail du Président de la République Fédérale du Nigéria Toast du Chef de l'Etat lors du dîner d'Etat offert en l'honneur de S.E. Muhammadu BUHARI

Yaoundé, le 29 Juillet 2015





Monsieur le Président, très cher frère,

Le Peuple Camerounais, mon épouse et moi-même sommes particulièrement heureux et fiers de vous accueillir à Yaoundé aujourd'hui. C'est votre première visite en terre camerounaise, depuis votre élection à la Magistrature Suprême du Nigéria, un pays voisin, un pays frère, un pays avec lequel nous partageons depuis toujours des liens forts, des liens indestructibles, créés par notre proximité géographique et par l'Histoire.

Je vous souhaite donc une cordiale bienvenue, ainsi qu'un séjour agréable et fructueux au Cameroun, pour vous-même, et pour la délégation qui vous accompagne.

Permettez-moi de saisir cette occasion solennelle pour, de vive voix, vous renouveler, en mon nom propre et au nom du peuple camerounais, nos chaleureuses félicitations pour votre récente élection. Elle vous conduit à présider aujourd'hui aux destinées de votre grande Nation.

Monsieur le Président,

Au moment où nous vous accueillons, un nuage sombre plane au-dessus de nos pays. Un même danger

nous menace et risque d'ébranler les fondements de nos Nations. Ce danger a pour nom, Boko Haram.

Ses exactions et ses crimes compromettent la paix sociale autour du Lac Tchad et particulièrement dans nos deux pays.

Les morts et autres victimes se multiplient. Les activités économiques se crispent dans les zones perturbées, le nombre de réfugiés et de déplacés ne cesse de s'accroître.

Nous ne pouvons pas laisser cette gangrène prospérer. Nous devons mutualiser nos moyens, conjuguer nos forces, partager nos expériences.

Je sais votre détermination à mettre un terme, sur le sol nigérian, aux activités de Boko Haram et à coopérer avec les autres pays touchés.

Je salue donc à leur juste valeur vos initiatives sur le sujet.

Dans cette lutte, juste et noble, vous pouvez compter sur l'engagement total, constant et sans faille du Cameroun. Notre intransigeance n'a d'égale que notre détermination à faire vivre nos populations dans la quiétude et la paix qu'elles ont toujours connues jusqu'à des temps récents.

Dès que la menace terroriste s'est fait sentir à notre frontière, j'ai pris d'importantes mesures pour renforcer les capacités d'action de nos forces de défense et de sécurité.

Ces mesures sont venues s'ajouter à une coopération internationale exemplaire et dynamique que nous saluons aujourd'hui.

Elles ont rencontré la belle solidarité des pays amis et frères comme le Tchad, le Niger. Elles ont été et demeurent portées par notre peuple, solidaire et unanime.

Comme je l'ai déjà exprimé à d'autres occasions, et nous en convenons tous, le terrorisme est aujourd'hui une menace globale. Seule une riposte globale pourrait en venir à bout.

Il y va du devenir de nos Etats, de la prospérité et du bien-être de nos populations, et je dirais, de la paix dans le monde.

La gravité des problèmes de sécurité que je viens d'évoquer ne doit pas occulter notre détermination à poursuivre l'excellente coopération bilatérale diversifiée entre nos deux pays.

Au-delà des nombreuses transactions informelles entre nos populations, nous avons mis sur pied

différentes structures de coopération. Je crois pour ma part que grâce à elles, nous pourrions maintenant développer encore plus de projets transfrontaliers d'intérêt commun pour améliorer les conditions de vie de nos populations respectives, et pour faire de notre zone un espace de coprospérité.

J'en appelle donc, Monsieur le Président, à une dynamique nouvelle dans la relation économique entre nos deux pays pour plus de solidarité et de complémentarité. Dans le même esprit, nous devons promouvoir une grande fluidité dans nos échanges et plus de joint-ventures entre nos opérateurs économiques.

J'ai pleinement foi en vos bonnes dispositions à cet égard, et votre visite au Cameroun ainsi que les entretiens que nous avons eus me confortent dans cette conviction.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Mon épouse se joint à moi pour, à présent, vous inviter à lever vos verres en l'honneur du Président de la République Fédérale du Nigéria, Son Excellence Muhammadu BUHARI; au renforcement des liens

séculaires entre le Nigéria et le Cameroun; à la paix, à la concorde et à la prospérité de nos peuples-frères!

Je vous remercie.



Propos liminaire du Chef de l'Etat suite aux tristes événements de la Mecque

Yaoundé, le 15 Octobre 2015

Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres d'Etat, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Ministres Délégués, Mesdames et Messieurs les Secrétaires d'Etat,

Avant de rentrer dans le vif de nos débats, je voudrais commencer par évoquer les événements douloureux qui se sont déroulés au cours du récent pèlerinage à la Mecque et qui ont endeuillé notre pays.

Le 24 Septembre dernier, en effet, un gigantesque mouvement de foule survenu à la Mecque a causé de nombreux morts et blessés parmi les pèlerins. Les informations en notre possession à ce jour font état de ce que 76 de nos compatriotes y ont laissé la vie. Une trentaine d'entre eux sont encore portés disparus au moment où je vous parle. Nos Missions Diplomatiques sur place poursuivent les recherches en liaison avec les autorités saoudiennes.

Je voudrais réitérer aux familles éprouvées, mes très sincères condoléances, ainsi que celles de la Nation toute entière.

J'ai dépêché un Envoyé Spécial sur les lieux, pour apporter à nos pèlerins le message de réconfort et de solidarité de la communauté nationale.

J'ai instruit le déblocage d'une aide spéciale en faveur des blessés et des familles des victimes.

J'ai également décidé, à cet égard, de décréter que la journée du 16 Octobre 2015 serait une journée de deuil national.

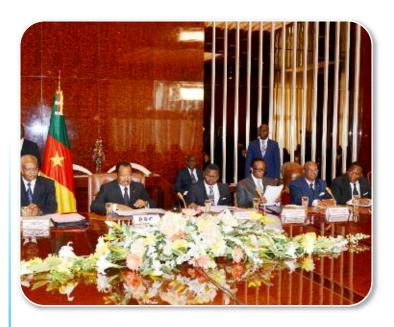
Je vous demande à présent de vous lever pour observer une minute de silence en la mémoire de ceux qui ont perdu la vie au cours de ces événements.

Je vous remercie.



Conseil Ministériel suite au réaménagement du Gouvernement du 02 Octobre 2015 Communication spéciale du Chef de l'Etat

Yaoundé, le 15 Octobre 2015



/olume 5 - 2015

Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres d'Etat, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Ministres Délégués, Mesdames et Messieurs les Secrétaires d'Etat,

Nous venons d'entendre des exposés particulièrement éclairants.

Je me félicite de voir le Plan d'Urgence définitivement lancé. J'attache une grande importance à son exécution. Notre peuple veut en effet voir, grâce à ce Plan d'Urgence et au programme normal de développement, le Cameroun transformé en un grand chantier. Il veut voir ses conditions de vie améliorées.

Les préparatifs des importantes célébrations sportives que sont les CAN 2016 et 2019 doivent s'accélérer.

Le plan d'urgence et l'organisation des CAN sont pour le gouvernement de grands défis. Le gouvernement doit les relever.

Mesdames, Messieurs,

Servir son pays en qualité de membre du gouvernement est un honneur. Mais c'est aussi et

surtout une RESPONSABILITE. UNE LOURDE RESPONSABILITE. Je vous invite donc à l'assumer pleinement et à donner à l'action gouvernementale davantage de force et d'EFFICACITE.

Je l'ai dit et le répète aujourd'hui, nous avons une vision à long terme qui doit nous conduire à l'émergence à l'horizon 2035.

Nous avons une stratégie pour la croissance et l'emploi qui vise à moderniser notre pays et à améliorer les conditions de vie du peuple camerounais.

Nous avons enfin un Plan d'Urgence pour répondre aux besoins qui ne peuvent attendre.

Comme vous le voyez, le cadre est donc tracé, les objectifs fixés et connus. L'action doit se poursuivre résolument. Je le dis clairement. Nous devons faire plus. Nous devons faire mieux.

Au cours des prochains mois, la défense de notre territoire national contre la menace de Boko Haram et ses exactions, et la préservation de notre sécurité intérieure resteront de toute évidence les premières priorités du gouvernement. Son action a cet égard s'inscrira dans la continuité.

Je saisis cette occasion pour exprimer à nouveau à nos forces de défense et de sécurité mon appréciation pour leur engagement au service de la sauvegarde de notre intégrité territoriale.

Grâce à leur vaillance et à leur professionnalisme, les terroristes de Boko Haram ont subi de nombreux revers. Ils se trouvent aujourd'hui en sérieuse difficulté. Acculés dans leurs derniers retranchements, ils recourent désormais à l'arme des lâches : des attaques kamikazes ignobles visant d'innocentes populations civiles.

J'ai donné à nos forces de défense et de sécurité des directives appropriées pour s'adapter à cette nouvelle forme d'agression.

Elles remportent quotidiennement des succès incontestables sur ce nouveau front. Je les en félicite.

Je voudrais également remercier et féliciter chaleureusement nos vaillantes populations pour leur patriotisme et leur engagement résolu à barrer la route aux terroristes. Elles sont, pour nos forces de défense et de sécurité, une aide précieuse et efficace, notamment dans le cadre des comités de vigilance. Nous continuerons à leur apporter tout notre soutien.

Que cela soit bien clair. La protection de nos populations et de leurs biens demeure au premier rang de nos priorités. Je ne ménagerai aucun effort à cet égard.

La seconde priorité du gouvernement sera de tout faire pour maintenir, voire augmenter le rythme de notre croissance. La baisse des cours du pétrole et l'effort budgétaire consenti pour notre défense vont évidemment compliquer notre tâche. Mais je suis persuadé que nous disposons de réserves de croissance.

Si nous parvenons à réaliser nos ambitions dans :

- la production d'énergie,
- l'exploitation de nos ressources minières,
- la construction de nos infrastructures de transport,
- la modernisation de notre agriculture,
- le démarrage de notre industrialisation de deuxième génération, etc.,

j'ai la conviction que nous pourrons compenser les difficultés rencontrées par ailleurs.

Mais il faudra pour cela que le gouvernement corrige les déficiences que l'on peut encore constater ici ou là.

 Il sera nécessaire d'organiser une meilleure coordination entre les départements ministériels.

- Il sera tout aussi nécessaire de veiller, au sein des Ministères, à une meilleure organisation. Je pense à cet égard à une meilleure implication des Ministres Délégués et des Secrétaires d'Etat.
- De même, des efforts devront être faits pour accélérer la maturation des projets et éliminer les situations de blocage dont on ne perçoit pas toujours les raisons.
- Il conviendra aussi de régler ce problème de la sousconsommation des crédits qui pénalise notre redressement.
- Dans le même ordre d'idées, il sera essentiel de continuer à veiller à la qualité de la dépense publique.
- Enfin, vous devrez, de façon constante, être habités par ces principes qui constituent la force des grands Commis de l'Etat et des bâtisseurs : discipline, esprit d'équipe, dévouement, loyauté, intégrité et patriotisme.

Beaucoup de choses ont été faites au cours des dernières années. On n'en parle peut-être pas assez. Mais nous ne devons pas nous endormir sur nos lauriers. Le développement est en perpétuel mouvement. Et il nous reste tellement à faire!

J'avais dit, il n'y a pas si longtemps, que l'équipe gouvernementale devait se considérer comme un

« gouvernement de mission ». Il fallait entendre qu'elle n'était pas là pour expédier les affaires courantes mais pour inventer, créer et réaliser. Je réitère aujourd'hui plus que jamais cette directive. Parce que c'est ce que le peuple camerounais attend. Et parce que nous le lui devons.

Je vous remercie de votre attention.



Discours au Forum des dirigeants lors de la 38^{eme} Conférence Générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (Unesco)

Paris, le 16 Novembre 2015



Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Délégation, Monsieur le Président de la Conférence Générale, Monsieur le Président du Conseil Exécutif, Madame la Directrice Générale, Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord féliciter sincèrement Monsieur le Ministre Stanley MUTUMBA SIMATAA pour son élection à la présidence de cette 38ème Conférence Générale.

Monsieur le Président de la Conférence Générale,

Au moment où l'on célèbre les 70 ans des Nations Unies et des institutions spécialisées dont l'UNESCO, je suis heureux de voir l'Afrique, à travers votre pays, présider cette Conférence Générale. Il s'agit là d'un symbole fort qui montre combien le monde continue de changer positivement.

A cet extraordinaire changement, le système des Nations Unies, et l'UNESCO en particulier, a beaucoup contribué, qu'il s'agisse du soutien à l'indépendance politique de notre continent, de l'affirmation de sa personnalité et de la préservation de sa culture. Ainsi, l'Afrique réhabilitée a fait son retour au sein de la communauté des nations.

Malgré des siècles de souffrances et de subordination, l'Afrique n'a jamais cessé de croire et d'espérer en l'homme. Elle a apporté à la Communauté des Nations son humanisme fait de respect de la personne humaine et de sa dignité, un humanisme marqué du sceau de la fraternité et de la solidarité. Ainsi s'explique sa quête pour un nouvel ordre mondial plus juste et plus solidaire. L'Afrique n'a eu aucune peine à faire siens les idéaux contenus dans la Charte des Nations Unies et l'Acte Constitutif de l'UNESCO.

Mon pays connaît d'expérience, Monsieur le Président, le poids de votre charge. Il vous assure de son soutien.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Le Cameroun, qui est heureux de participer à la célébration du 70ème anniversaire de l'UNESCO, voudrait par ma voix remercier vivement Madame Irina BOKOVA, Directrice Générale de l'UNESCO, pour son invitation. Je ressens, comme un honneur, le privilège de prendre la parole au cours de cette session historique.

Je commencerai par rappeler la relation particulière qui existe entre mon pays et le système des Nations Unies. A l'issue de la Première Guerre mondiale, le Cameroun a été placé sous Mandat de la Société des Nations, et plus tard sous tutelle de l'ONU. C'est sous l'égide de celle-ci qu'il a poursuivi avec bonheur sa marche vers l'Indépendance. Le Cameroun se considère donc, à juste titre, comme pupille de l'ONU, et de la communauté internationale.

Au sein de la vaste famille du système des Nations Unies, le Cameroun éprouve une inclination particulière pour l'UNESCO.

La raison en est simple. Pays pacifique et tolérant, peuplé de populations d'origines, de religions et de traditions culturelles diverses, il se reconnaît dans l'idéal humaniste de l'UNESCO dont l'objectif ultime est « l'épanouissement » de l'homme et l'harmonie entre les peuples. Comme l'UNESCO, le Cameroun pense que nos différences, loin d'être un handicap, sont une source d'enrichissement.

Mon pays partage aussi cette vision de paix perpétuelle par laquelle s'ouvre l'Acte constitutif de notre Organisation que je me permets de citer :

« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être érigées les défenses de la paix ». Fin de citation.

L'harmonie et l'entente entre les peuples sont intimement liées à la reconnaissance et au respect mutuel des différentes cultures ainsi qu'à leur dialogue. La diffusion de l'éducation et du progrès des sciences ne peut qu'y contribuer.

Fort heureusement, l'UNESCO se consacre depuis sa création à la promotion de ces valeurs. En effet, là où la guerre montre son hideux visage, on peut en voir les conséquences tragiques pour les populations et pour le patrimoine culturel de l'humanité. Ce qui se passe en Syrie, en Irak et au Mali l'illustre à suffisance.

Loin de nous décourager, ces exemples déplorables peuvent, au contraire, nous renforcer dans notre détermination à faire échec à ces idéologies funestes et rétrogrades.

Mon propre pays, havre de stabilité, en fait aujourd'hui la douloureuse expérience. Il subit depuis quelques années les attaques terroristes de Boko Haram. Cette secte sème le deuil et la désolation dans les familles, cause des déplacements de populations et un afflux de réfugiés. Elle perturbe la vie économique et sociale de la région de l'Extrême-Nord de mon pays.

Pire, cette nébuleuse, par son intolérance, distille des germes de division à partir de considérations ethnico-religieuses. Elle s'attaque ainsi aux fondements même de notre pays : son unité. Le combat pour l'éradication de cette secte nous oblige à consacrer à notre défense des ressources importantes, au détriment de l'amélioration des conditions de vie des Camerounais. La mutualisation des moyens avec nos voisins, la mise en place d'une Force Multinationale Mixte de l'Union Africaine, et l'appui appréciable des puissances amies dont la France, me laissent penser que nous viendrons bientôt à bout de cet ennemi barbare.

C'est le lieu pour moi de rappeler qu'aucun pays n'est à l'abri des attaques terroristes. Ce qui vient de se passer à Paris, le soir du 13 Novembre, est particulièrement significatif. Le combat contre le terrorisme est le combat de toute nation qui met le respect de la personne humaine et de sa vie au premier rang de ses valeurs. Ce combat incombe à chaque nation. Il appartient à chaque nation d'y apporter sa contribution.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Au cours des décennies passées, le soutien de nos partenaires extérieurs et des organisations internationales ne nous a pas manqué. Il nous a aidés, au fil du temps, à édifier une société démocratique et à assurer notre développement. Notre ambition est d'atteindre l'émergence à l'horizon 2035.

Au nombre de nos partenaires, l'UNESCO occupe une place de choix. Je voudrais donc maintenant dire quelques mots sur notre coopération avec celle-ci.

Dans le domaine de l'éducation, l'UNESCO a contribué à la mise en oeuvre de grands projets tels que la promotion de l'éducation pour tous, la lutte contre l'analphabétisme, le renforcement des pédagogies, l'éducation à la citoyenneté et la modernisation de notre système universitaire.

Dans le secteur des sciences, l'UNESCO nous encourage dans l'amélioration de la gestion de l'environnement et le fonctionnement du Centre National de Microscience.

Pour ce qui est de la culture et de la communication, on peut évoquer pour s'en féliciter le renforcement des capacités des acteurs culturels et l'amélioration de la gestion des aires protégées, ainsi que la promotion de l'accès à l'information.

Cette brève énumération ne saurait être exhaustive tant sont importantes et diversifiées les réalisations de l'UNESCO dans mon pays. Je dois également saluer l'implantation au Cameroun du siège sous-régional de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale. Cette décision va assurément consolider son action dans notre sous-région.

6 - 2015

En terminant, qu'il me soit permis d'exprimer ma haute appréciation du travail accompli par l'UNESCO au Cameroun sous l'autorité de Mme Irina BOKOVA. Je tiens à l'en féliciter chaleureusement et à l'en remercier. Qu'elle sache que sa visite dans mon pays l'an dernier reste gravée dans les mémoires.

Je vous remercie.



COP21: LE TEMPS D'AGIR: Tribune dans le journal Le Monde

Paris, le 30 Novembre 2015





L'heure est à l'urgence. L'urgence climatique. La communauté internationale doit, à l'occasion de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, être au rendez-vous de l'Histoire et prendre des engagements à la hauteur des enjeux. Nous devons de concert enrayer les effets délétères du réchauffement climatique.

Certes, le chemin a été long depuis Rio en 1992. Nombre de Conférences, à Kyoto, Bali, Copenhague, Cancun, Durban, Doha, Varsovie, Lima, ont jalonné ce parcours. Mais ces efforts n'ont pas été vains. Initialement affaire de spécialistes, le réchauffement climatique a ébranlé la conscience des nations, de leurs dirigeants et de leurs populations. La question est désormais posée : quelle planète allons-nous laisser aux générations futures ?

Il est indiscutable que les changements climatiques sont imputables aux activités humaines comme l'a démontré le 5ème rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC). La responsabilité est ainsi clairement indiquée. Quand bien même elle serait plus importante du côté des pays industrialisés que de ceux en développement, le problème n'est pas là. L'heure n'est plus à la désignation des responsables, mais à l'action. Et à ce problème global qu'est le réchauffement climatique, il est impératif que la communauté internationale propose les solutions nécessaires.

Tout le travail de préparation de la COP21, effectué à Lima, Bonn et Paris, montre que nous allons dans le sens d'un Accord mondial et ambitieux pour contenir le réchauffement climatique en maintenant au-dessous de 2°C l'augmentation de la température moyenne à l'horizon 2100.

Nous attendons de « l'Accord de Paris », qui couronnera les travaux de la Conférence, des compromis acceptables pour toutes les parties entre les intérêts nationaux et ceux de la communauté des nations. Pour crédibles, ces engagements devront être être contraignants, surtout en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et prévoir la mise en des mécanismes d'aide financière technologique appropriés pour accompagner les pays pauvres dans leur lutte contre les bouleversements climatiques.

En effet, pour nombre de pays en développement ou sur la voie de l'émergence, parmi lesquels le Cameroun, la réduction des émissions de gaz à effet de serre reste conditionnée à un soutien de la communauté internationale, notamment les pays industrialisés, sous forme de financements, de renforcement des capacités et de transferts de technologie.

Parallèlement, il est nécessaire de fixer un calendrier de financement pour garantir que les partenaires à l'Accord tiennent leurs engagements. De même, il sera indispensable que les différents fonds, notamment le Fonds Vert, soient alimentés comme prévu et de manière pérenne par les pays développés, sans préjudice des dotations accordées au titre de l'aide publique au développement et que l'accès aux sources de financements soit simplifié.

Le Cameroun entend pleinement respecter son engagement de réduction de 32 % de l'empreinte carbone de son développement par rapport à 2010, à l'horizon 2035.

La politique de développement du Cameroun, qui vise à l'émergence à ce même horizon, nécessitera sans aucun doute des adaptations au changement climatique. Ces mesures d'atténuation exigeront, au niveau international, des transferts de technologie qui pourraient faire l'objet d'un Fonds Spécial Multilatéral; mais également, au niveau national, la poursuite de la mise en cohérence de politiques sectorielles et l'intensification des efforts que nous menons depuis plusieurs années déjà (reboisement dans le cadre de la lutte contre la désertification, élaboration d'un mécanisme pour le développement propre, gestion durable des forêts et conservation de la biodiversité).

Nous devons prendre la mesure du véritable enjeu de la COP21 qui n'est ni plus ni moins que d'assurer la survie de l'espèce humaine.

Si les participants font preuve d'assez de courage politique pour prendre des décisions, certes difficiles mais indispensables, pour mobiliser les moyens appropriés et pour coordonner leurs efforts, alors la Conférence de Paris aura atteint son but et marqué un tournant historique.

> Paul BIYA, Président de la République du Cameroun



Discours à la 21^{eme} Session de la Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

Paris, le 30 Novembre 2015

Monsieur le Président de la Conférence, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies, Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier les autorités françaises, et particulièrement le Président Hollande, pour la qualité de leur accueil. Je tiens également à les féliciter pour l'excellente organisation de la COP21 et pour leur engagement à en assurer le succès.

Je voudrais aussi féliciter le Secrétaire Général des Nations Unies pour sa contribution à la préparation de cette rencontre, sans doute, l'une des plus importantes de ce début de millénaire.

Notre Conférence répond en effet à l'urgente nécessité d'enrayer les effets destructeurs des changements climatiques. Nous en avons la responsabilité. Nous en avons le devoir. Et ici, nous en avons l'opportunité.

Nos conclusions, nos compromis, pour être crédibles, devront avoir un caractère contraignant. La tâche n'est pas insurmontable. Laissons-nous seulement guider par une exigence de solidarité humaine et une juste appréciation de l'urgence de la situation.

NOUS N'AVONS PAS LE DROIT D'ECHOUER.

Mesdames, Messieurs,

Le Cameroun, faible émetteur de gaz à effet de serre, entend poursuivre sa contribution à leur réduction. Cette contribution se décline comme suit :

Primo. Plan de réduction de 32 %, à l'horizon 2035, de l'empreinte carbone par rapport à 2010.

Secundo. Lutte contre la désertification, élaboration d'un mécanisme pour le développement propre, gestion durable des forêts et, dans le cadre de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale, action pour une gestion concertée des forêts du Bassin du Congo.

Tertio. Gestion durable des ressources en eau, de concert avec les pays de la sous-région, membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad et de l'Autorité du Bassin du Niger.

Mesdames, Messieurs,

Deux sujets interpellent la COP21.

Il s'agit d'abord de la dégradation continue des forêts en Afrique Centrale. Celle-ci diminuera la contribution de ce massif forestier à la réduction des gaz à effet de serre.

NOUS DEVONS SAUVER LES FORETS DU BASSIN DU CONGO. NOUS DEVONS SAUVER LE SECOND POUMON DE LA PLANETE.

La désertification, qui affecte les pays voisins du Lac Tchad, nous préoccupe également.

Cet immense plan d'eau, absolument indispensable à la vie des populations et à la biodiversité, est en voie d'assèchement progressif. Il a déjà perdu 90 % de sa surface initiale.

SAUVONS LE LAC TCHAD.

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes là pour répondre aux attentes et aux espoirs de nos peuples. Alors, faisons preuve de détermination et de courage politique. Oui, ayons de l'audace et de la sagesse.

Si nous y parvenons, la Conférence de Paris sera ce moment décisif que le monde, dans sa quête pour la survie de l'humanité, appelle de tous ses voeux.

Je vous remercie.



Intervention au mini-Sommet consacré à l'Afrique sous le thème « Défi climatique et solutions africaines »

Paris-Le Bourget, le 1er Décembre 2015



Je vous remercie Monsieur le Président.

Mes premiers mots seront des mots de remerciements à vous Monsieur le Président de la République Française pour cette initiative de la Conférence de Paris sur les changements climatiques.

Je remercie également Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies qui a travaillé très étroitement avec vous pour ce succès.

Je voudrais profiter de l'occasion pour féliciter les organisateurs pour la qualité des travaux et la profondeur des échanges que cette conférence a permis d'avoir.

Tout a été dit et bien dit par les orateurs qui m'ont précédé sur les inconvénients des désastres qu'entraine le changement climatique en Afrique. Je n'y reviendrai pas.

La première question qui s'est posée était de savoir si l'Afrique a vraiment pris conscience de la gravité du phénomène. Les orateurs qui m'ont précédé ont démontré que l'Afrique a pris conscience, des solutions ont même été esquissées : la Muraille verte, le plan énergétique etc. Nous avons d'ailleurs reçu la visite du Ministre Borloo qui propose un plan d'électrification à 80% de l'Afrique. Des solutions existent mais il me semble que le grand problème ce sont les financements.

Beaucoup a été fait par la France en particulier ainsi que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement. Mais, nous ne sommes pas au bout de nos peines. C'est pour cela que je voudrais joindre ma voix à celles des orateurs qui m'ont précédé pour dire qu'il faut encore aller plus loin dans le financement de l'Afrique.

Bien sûr le changement climatique a entraîné des changements multiples non seulement sur le plan de l'alimentation, de la vie des gens, mais aussi sur l'émergence de la violence. En particulier autour du Lac Tchad où nous avons à faire à des mouvements violents, très durs. Mais nous ne sommes pas restés les bras croisés, nous avons créé une Force Mixte Multinationale avec le Nigéria, le Tchad, le Cameroun et le Benin qui fait face à ces terroristes.

Mais nous demeurons tout de même optimiste, la prise de conscience mondiale qui se manifeste aujourd'hui à Paris montre que le monde est décidé à relever les défis. C'est pour cela que nous tenons une fois de plus à remercier Monsieur le Président Hollande et les pays qui aident l'Afrique, pour qu'on continue cette marche en avant, pour une vie meilleure et l'avenir de l'humanité.

Je vous remercie.











Message du Chef de l'Etat à la Nation à l'occasion de la fin d'année 2015 et du Nouvel An 2016

Yaoundé, 31 Décembre 2015





Mes chers compatriotes,

Au moment où s'achève l'année 2015, je voudrais vous convier, comme chaque année, à revisiter notre parcours en tant que Nation et à nous projeter ensemble, avec confiance et détermination, dans la nouvelle année.

Vous conviendrez avec moi –je crois– qu'un seul mot suffit à caractériser l'année qui s'achève pour notre pays : RESILIENCE.

Il s'agit, vous le savez, de cette capacité à résister, à faire face aux défis quotidiens, que tous les partenaires au développement reconnaissent à notre peuple.

Cette qualité, qui fonde les grandes Nations, s'est particulièrement manifestée sur deux fronts importants : la performance économique de notre pays et sa situation sécuritaire.

D'abord, la performance économique :

Comme tout le monde peut le constater, le contexte international actuel est marqué, entre autres, par :

- le rétrécissement de la croissance mondiale,
- la baisse persistante des prix du pétrole et des autres matières premières.

Dans cet environnement international défavorable, notre économie a su résister. Elle a maintenu ses prévisions de croissance à 6%, avec une inflation limitée à un peu moins de 3%.

Ni les dépenses supplémentaires occasionnées par l'effort de guerre contre le terrorisme, ni même les perturbations de l'activité économique dans les zones attaquées n'ont pu nous empêcher d'atteindre nos objectifs...

Je suis conscient de ce que cette croissance ne suffit pas encore à transformer de façon significative le quotidien de nos populations à la base.

Nous pouvons faire mieux. Nous devons faire mieux.

Mais il est bon de saluer ce bel effort, grâce auquel nos indicateurs macroéconomiques sont plus viables.

Je dois d'ailleurs mentionner que cette croissance a permis à notre économie de générer, jusqu'à fin novembre 2015, 337 mille 660 emplois nouveaux contre 283 mille 443 l'année dernière.

Sur ce chapitre, il me plaît de relever que de 2011 à 2015, 1 million 175 mille 358 emplois recensés ont été créés.

Les besoins sont certes immenses et loin d'être tous comblés, mais il convient de se féliciter de ce qui a déjà été accompli, tout en s'engageant à faire toujours mieux.

J'y reviendrai.

En ce qui concerne le défi sécuritaire,

Notre Nation a su opposer une résistance farouche aux terroristes de Boko Haram, tout au long de l'année.

C'est le lieu ici de rendre un vibrant hommage à nos forces de défense et de sécurité, ainsi qu'à nos populations. La vaillance et le professionnalisme des uns, l'engagement et le courage des autres, ont permis de préserver l'intégrité de notre territoire. Nous n'avons concédé aucun centimètre de celui-ci aux agresseurs. Mieux, en diverses occasions, nous leur avons infligé d'importants revers au plan militaire.

Par une intense activité diplomatique, nous avons également su rallier un large éventail de partenaires à cette lutte contre Boko Haram. En tant que Nation, nous devons exprimer notre reconnaissance aux nombreux pays amis qui nous apportent leur soutien dans cette lutte.

A ce titre, je voudrais saluer de manière spéciale la décision des Etats Unis d'Amérique d'envoyer trois cents soldats en mission d'appui au renseignement. Nous les remercions de cette marque de confiance à notre pays et à notre armée.

De même les soutiens multiformes obtenus des autres pays amis tels que la France, la Chine, la Russie, l'Allemagne et bien d'autres encore, constituent une aide précieuse.

Avec le Nigeria voisin, nous avons affiné nos moyens et mécanismes d'action concertée.

Nous devons également saluer l'engagement fraternel à nos côtés des forces tchadiennes dans cette lutte qui nous concerne tous.

J'ai toujours pensé que le terrorisme était une menace globale, nécessitant une réponse globale. Cette réalité s'est confirmée en 2015.

Et en ce qui nous concerne plus directement, je me réjouis du fait que la Force Multinationale Mixte, est désormais active, sur le théâtre des opérations. Elle consacre l'implication effective de l'ensemble des pays de la Commission du Bassin du Lac Tchad dans ce combat.

Poussés dans leurs derniers retranchements, les terroristes ont désormais recours à la pratique odieuse des attentats-suicides.

Rien ne pourra entamer la détermination de nos forces de défense et de sécurité. Rien ne pourra altérer le moral de notre population, ni sa capacité de résistance.

Face aux atrocités de Boko Haram, les forces vives de la Nation se sont mobilisées pour dire, avec fermeté, NON au terrorisme. Mieux encore, elles participent à l'effort de guerre, par leurs contributions financières ou matérielles.

Cette grande mobilisation des uns et des autres a donné une résonnance particulière à notre stratégie de défense populaire. Armée et Nation font bloc pour préserver notre territoire et notre souveraineté.

J'ai eu l'occasion de saluer le rôle des comités de vigilance qui appuient avec efficacité nos forces de défense et de sécurité.

Nous devons ici saluer la mémoire de nos compatriotes qui ont perdu la vie dans cet exercice légitime de défense civile.

A la barbarie aveugle des terroristes, ils ont su opposer leur vigueur patriotique, jusqu'au sacrifice suprême. En cela, ils constituent des modèles pour notre Nation.

Mes chers compatriotes,

Après avoir si bien résisté aux épreuves de l'année 2015, il n'est pas question de baisser la garde aujourd'hui.

Sur les deux fronts de l'économie et de la sécurité, les défis restent nombreux. Toutefois, à l'aube d'une nouvelle année, je vous engage à regarder vers l'avenir, avec vigilance certes, mais aussi avec confiance et sens de l'engagement.

Le cap est fixé, vous le connaissez. Nous devons atteindre l'émergence à l'horizon 2035.

Pour ce faire, au cours de l'année 2016, nous sommes appelés à continuer de fructifier nos acquis, pour

7 2015

moderniser notre pays et améliorer les conditions de vie de nos populations.

J'ai demandé au Gouvernement d'y travailler avec inventivité, ardeur et obligation de résultats.

Le souci qui m'anime demeure la promotion de la qualité de la vie dans notre société. Je sais que cela doit passer par une amélioration du pouvoir d'achat de nos populations.

Malgré la conjoncture difficile actuelle, j'ai prescrit au Gouvernement deux mesures significatives :

 revoir à la baisse les prix du carburant à la pompe;

et

 revoir à la hausse le montant des allocations familiales versées aux travailleurs.

Ces mesures prendront effet dès le 1er janvier 2016.

Mes chers compatriotes,

Des chantiers spécifiques interpellent notre Nation. Nous devons accueillir la CAN féminine en 2016 et la CAN masculine en 2019. Pour cela il nous faut des infrastructures adéquates. J'ai demandé au Gouvernement de s'y employer activement.

Notre objectif majeur demeure l'accélération de la croissance économique. Notre croissance doit être plus forte, plus durable, plus inclusive et génératrice de plus

d'emplois pour tous, notamment pour notre jeunesse. Nos populations doivent ressentir les effets bénéfiques de cette croissance.

Pour y parvenir, et je l'ai réitéré récemment au Gouvernement, le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi reste notre boussole.

Le Plan d'Urgence en indique les priorités immédiates, sans interférer sur le programme économique normal du Gouvernement.

Je me réjouis du fait que ce plan d'urgence triennal, si attendu par nos populations, est désormais sur les rails et en cours d'exécution. Les résultats des actions déjà engagées seront bientôt plus visibles.

En 2016, le pari majeur pour notre pays reste la création des conditions d'une véritable industrialisation. L'émergence ne se conçoit pas sans une industrie viable.

Nous disposons de ressources nombreuses : agricoles, minières, touristiques, culturelles et humaines. Elles constituent, pour notre pays, une grande réserve de croissance.

J'ai instruit le Gouvernement d'accélérer la mise en place des conditions préalables à l'industrialisation de notre pays.

Ces conditions indispensables sont :

- la disponibilité d'une énergie suffisante et permanente;
- la modernisation de notre agriculture et la transformation de sa production ;
- l'exploitation et la transformation avantageuse des ressources minières;
- l'amélioration continue du climat des affaires, pour attirer toujours plus d'investisseurs ;
- la mobilisation des financements nécessaires ;
- le développement des infrastructures de communication et télécommunications.

Dans ce dernier domaine, il nous faut rattraper au plus vite notre retard dans le développement de l'Economie Numérique. Celle-ci est un véritable accélérateur de croissance, en plus d'être une véritable niche d'emplois nouveaux pour notre jeunesse. Nous devons pouvoir en tirer avantage pleinement.

Le Gouvernement, dans son organisation, accordera à ce secteur toute l'attention méritée.

Mes chers compatriotes,

La tâche est immense, et les chantiers nombreux. Mais je crois fermement que nous pouvons faire un grand bond en avant.

Nous en avons les moyens.

A force de volonté et d'engagement patriotique, chacun à son niveau, je suis convaincu que nous pourrons relever le défi, dans l'intérêt de tous.

Ne ratons pas ce tournant décisif.

L'Administration est un indispensable instrument régalien au service de l'Etat et de l'intérêt général. Elle est pourtant régulièrement pointée du doigt par les usagers et par nos partenaires au développement.

Les conclusions récentes de la mission d'évaluation du FMI dans notre pays, les derniers rapports respectifs du Doing Business et du Cameroon Investment Forum ou encore de la CONAC sont particulièrement illustratifs à cet égard.

Il est bon que notre Administration ne cesse jamais d'être une force de progrès. J'entends y veiller personnellement.

Mes chers compatriotes,

Les défis qui nous interpellent sont exaltants. Avec l'engagement de tous, nous pouvons les relever.

J'ai foi en la qualité des hommes dont regorge notre pays...

Je connais votre patriotisme...

Œuvrons tous ensemble pour faire de 2016 :

- une année de victoires, de belles victoires, pour notre pays...
- une année qui apporte à chacun paix, prospérité et bonheur...

Bonne et heureuse année 2016!

BIOGRAPHIE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Un destin singulier

Son Excellence Paul BIYA est né le 13 février 1933 à Mvoméka'a dans l'Arrondissement de Meyomessala, Département du Dja-et-Lobo, Région du Sud. Fils de Etienne MVONDO ASSAM et de Anastasie EYENGA FILF.

S.E. Paul BIYA est le deuxième Chef de l'État du Cameroun. Il a accédé au pouvoir le 06 novembre 1982 après la démission du Président Ahmadou AHIDJO.

Études primaires et secondaires

- C.E.P.E: Juin 1948 (Ecole Catholique de Nden).
- Pré-Séminaire Saint Tharcissius à Edéa(1948-1950).
- Petit Séminaire d'Akono (1950-1954).
- B.E.P.C: juin 1953.
- Lycée Général Leclerc (1954-1956).
- Baccalauréat 1ère Partie: juin 1955.
- Baccalauréat 2^{ième} Partie (Série philosophie): juin 1956.

Etudes supérieures :

- Au Lycée Louis Le Grand de Paris ;
- A L'Université de Paris Sorbonne (Faculté de Droit);
- A L'Institut d'Études Politiques de Paris;
- A L'Institut des Hautes Études d'Outre-Mer.

Diplômes

A l'issue de ses études, il a obtenu les diplômes suivants:

1960 : Licence en Droit Public ;

1961 : Diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Paris;

1962 : Diplôme de l'Institut des Hautes Études d'Outre-Mer (IHEOM) ;

1963 : Diplôme d'Études Supérieures en Droit Public.

Décorations

- Grand Maître des Ordres Nationaux ;
- Commandeur de l'Ordre National, de classe exceptionnelle (République Fédérale d'Allemagne);
- Commandeur de l'Ordre National (Tunisie);
- Grand Croix de l'Ordre National du Mérite Sénégalais;
- Grand Officier de la Légion d'Honneur (France);
- Great Commander of the Medal of St-George (Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
- Grand Collier de l'Ordre du Ouissam Mohammadi (Royaume du Maroc);

- Great Commander of the Order of Nigeria (République Fédérale du Nigeria);
- Docteur Honoris Causa de l'Université du Maryland (USA);
- Professeur Honoraire de l'Université de Beijing (République Populaire de Chine);
- Titulaire de plusieurs décorations de divers autres pays.

Carrière

- Octobre 1962

Monsieur Paul BIYA est nommé Chargé de Mission à la Présidence de la République dès son retour de Paris.

- Janvier 1964

Monsieur Paul BIYA devient le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Éducation Nationale, de la jeunesse et de la Culture.

- Juillet 1965

Monsieur BIYA est Secrétaire Général du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de la Culture.

- Décembre 1967

Monsieur BIYA est nommé Directeur du Cabinet Civil du Président de la République.

- Janvier 1968

Tout en gardant le poste de Directeur du Cabinet civil, M. BIYA se voit hissé aux fonctions de Secrétaire Général de la Présidence de la République.

- Août 1968

Monsieur Paul BIYA est nommé Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République.

- Juin 1970

M. Paul BIYA devient Ministre d'État, Secrétaire Général de la Présidence de la République.

- Juin 1975

Monsieur Paul BIYA est nommé Premier Ministre de la République Unie du Cameroun.

- Juin 1979

La loi n°79/02 du 29 juin 1979 fait du Premier Ministre le successeur constitutionnel du Président de la République.

- 06 novembre 1982

Suite à la démission, le 4 novembre 1982, du Président Ahmadou AHIDJO, M. Paul BIYA prête serment comme Président de la République Unie du Cameroun, le deuxième de l'histoire du pays.

Cette cérémonie se déroule au Palais de l'Assemblée Nationale, devant les élus du peuple.

Au moment de son accession à la magistrature

suprême, M. Paul BIYA est le 1er Vice président du Comité Central de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) et Membre du Bureau Politique de ce Parti.

- Elu Président de la République le 14 Janvier 1984, réélu le 24 avril 1988, le 11 octobre 1992 (Première élection présidentielle au suffrage universel direct avec multiplicité de candidatures, au Cameroun), le 11 octobre 1997, le 10 octobre 2004 et le 09 octobre 2011.
- Elu Président de l'Union Nationale Camerounaise : 14 Septembre 1984.
- Elu Président du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais après la transformation de l'UNC en RDPC, le 24 mars 1985 à BAMENDA.

En promulguant, le 19 décembre 1990, la loi sur les partis politiques M. Paul BIYA a restauré le multipartisme au Cameroun (depuis le 1er septembre 1966, ce pays vivait à l'ère du monopartisme de fait).

A ce jour, plus de 290 partis politiques ont été légalisés. Le RDPC a obtenu la majorité absolue lors des élections législatives de mars 1997, de juin 2002 et de juillet 2007.

Malgré ces victoires, le Président de la République a toujours choisi de former des gouvernements d'ouverture.

Quatre partis sont représentés dans le gouvernement: le RDPC, l'UNDP, l'ANDP et le FNSC. 5 partis sont représentés à l'Assemblée Nationale : le RDPC, l'UNDP, le SDF, l'UDC, l'UPC et le MRC.

Publications

Monsieur Paul Biya est l'auteur d'un essai politique, **Pour le Libéralisme Communautaire,** Éditions Marcel Fabre, Lausanne 1987.

Cet ouvrage a été traduit en anglais, en allemand et en hébreu. Le Chef de l'État y annonce l'avènement du multipartisme (devenu effectif en 1990) après l'étape provisoire du Parti unique. Il explique son option pour le libéralisme économique et l'initiative privée tout en préconisant la solidarité nationale, la répartition équitable des fruits de la croissance, la justice sociale, l'éclosion d'une culture basée sur l'inventivité et la coexistence harmonieuse des valeurs propres aux diverses communautés qui forment la Nation. Enfin, il réaffirme la nécessité de moderniser l'État et d'entretenir des relations de coopération avec les autres pays du monde.

A la veille de l'élection présidentielle de 1997, il accorde une longue interview à Charles NDONGO, journaliste à la Cameroon Radio Television (CRTV). Cette interview a été publiée sous le titre : **Un nouvel élan.**

Enfin, il est co-auteur de **l'Emergence de l'Afrique**, édition le Cherche Midi Paris, 2010.

Vie conjugale

Son Excellence Paul BIYA est marié à Chantal Pulchérie BIYA. Il est père de trois enfants: Frank BIYA, Paul BIYA Junior et Anastasie Brenda BIYA EYENGA.

INDEX

A

A menace globale, 13 Accord, 16, 106 Afrique, 15, 40, 66, 69, 70, 71, 95, 96, 100, 112, 115, 117, 118, 131 Attentats, 59

B

Bassin du Congo, 16, 112 Boko Haram, 11, 13, 31, 33,34, 35, 36, 47, 50, 53, 57, 69, 70, 76, 77, 98

C

Cameroun, 12, 25, 28, 34, 39, 41, 42, 47, 53, 55, 57, 58, 59, 60, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 75, 76, 78, 79, 87, 96, 97, 101, 106, 107, 108, 112, 118, 125
Climat, 16, 105
Communauté internationale, 12, 15, 17, 28, 52, 57, 97, 105, 106
Conférence, 16, 31, 60, 93, 95, 105, 106, 108, 111, 113, 117

D

Défense, 49, 51, 52, 77, 88, 89, 90, 97, 99 **Développement**, 15, 16, 24, 40, 41, 60, 87, 91, 99, 105, 106, 107, 112, 118 **Droits de l'Homme**, 17, 35, 59. 67

E

Economie, 9, 13, 23, 24 Economique, 9, 14, 15, 24, 41, 58, 60, 68, 69, 76, 78, 98, 130 Emplois, 15, 23, 24, 25

F

FMI, 13, 14 Forces, 12, 34, 51, 52, 53, 58, 76, 77, 89 Francophonie, 37, 39, 42, 43 Femmes, 71

G

Gouvernement, 26, 31, 33, 34, 35, 41, 48, 84, 115

ı

International, 9, 11, 12, 14, 15, 17, 42, 43, 52, 57, 58, 60, 77, 99, 105, 106

J

Jeunes, 23, 24, 25, 26, 27, 48, 49, 50, 51 Jeunesse, 21, 23, 26, 28

L

Lac Tchad, 17, 76, 112, 113, 118 Liberté, 28, 51, 59, 66, 67, 68

N

Nations Unies, 10, 13, 15, 16, 60, 66, 93, 95, 96, 97, 109, 111, 117

0

OIF, 39, 41 **OMD**, 15

P

Paix, 11, 27, 28, 31, 34, 41, 69, 76, 77, 79, 97
Peuple, 12, 17, 33, 34, 39, 48, 51, 52, 53, 57, 65, 68,

75, 77, 79, 87, 88, 92, 97, 98, 113, 128, 129

Plan d'Urgence, 87, 88

Président, 47, 52, 55, 57, 58, 59, 60, 63, 65, 67, 69, 70, 71, 75, 78, 95, 96, 111

R

Réchauffement climatique, 16, 68, 71, 105, 106 Riposte globale, 12, 77 Risques, 13

S

Sécurité, 27, 31, 34, 35, 67, 69, 70, 77, 88, 89

T

Terroristes, 12, 35, 89, 98, 99, 118

U

UNESCO, 93, 95, 96, 97, 98, 100, 101 Union Africaine, 12, 33, 34, 35, 99 Unité, 11, 27, 48, 49, 65, 66, 98 Urgence, 16, 26, 105, 111

